ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 21 AVRIL 2002



ARLETTE LAGUILLER

Candidate de Lutte Ouvrière

Travailleuses, travailleurs,

Je m'adresse donc une fois de plus à ceux des électeurs qui appartiennent au monde du travail, aux ouvriers, aux employés, aux travailleurs retraités, que ce soit du privé ou de la Fonction publique, aux enseignants, au personnel des hôpitaux, aux petits artisans et paysans qui n'exploitent qu'eux-mêmes.

Oui, vous tous, vous êtes le monde du travail, ceux sans qui rien d'utile ne se ferait, ceux qui produisent toutes les richesses du pays mais qui n'en récoltent que la plus petite part. Et aujourd'hui cette petite part est une part insuffisante.

La pauvreté s'accroît. Le nombre des sans-logis augmente d'année en année. L'hiver, les restaurants du cœur ne désemplissent pas.

C'est pourquoi je suis toujours dans le camp des travailleurs

Cela fait des années que je mène le même combat, que je défends les mêmes idées. Je n'ai jamais retourné ma veste. On me le reproche assez chez les bien-pensants et dans la presse du patronat.

Et si je défends toujours ces idées, c'est que la situation du monde du travail n'a changé que pour empirer.

Ce qui est nouveau, aujourd'hui, c'est l'augmentation du nombre de travailleurs qui sont concernés par la misère. En effet, pendant ce temps-là, les profits ont explosé et la fortune personnelle de quelques milliers de privilégiés n'a fait qu'augmenter. Dans l'ensemble des revenus du pays, la part de la bourgeoisie a augmenté.

Ce sont les plus riches qui se sont le plus enrichis tandis que le nombre des plus pauvres n'a cessé de croître jusqu'à atteindre plusieurs millions à l'heure actuelle. Six millions de personnes vivent sous le seuil officiel de pauvreté, c'est-à-dire ont un revenu inférieur ou égal à 3 400 F par mois, 518,32 euros pour parler comme aujourd'hui. Et ce sont neuf millions qui doivent se contenter de 4 200 F ou moins, mensuellement, pour survivre. Et là je ne parle pas seulement de chômeurs. Je parle aussi de gens qui travaillent, qui sont salariés et qui sont pauvres quand même. Ce sont ceux qui travaillent à temps partiel, à des horaires qu'on leur impose et on leur dit que c'est à prendre ou à laisser. Ou bien il s'agit de travailleurs qui ne trouvent que des emplois précaires, qui ne peuvent travailler que par intermittence, en fonction des missions d'intérim qu'on leur offre.

Et comment oser affirmer que ceux qui gagnent le Smic par exemple, ou même plus, mènent une vie heureuse et confortable ?

Voilà la vie qui est offerte à une énorme partie de la population laborieuse, au XXIe siècle.

Et cela dans l'un des plus grands pays industrialisés au monde, après quatre siècles de capitalisme. Voilà donc pourquoi, n'ayant pas changé de camp, celui des travailleurs, j'ai toujours, sur le fond, les mêmes choses à défendre.

Dans quelques jours, nous allons être appelés à voter

Voyez ceux qui se présentent au nom de la droite ou de la gauche.

Mais pour changer quoi ? Diminuer le chômage, empêcher les licenciements collectifs ? Améliorer le système de soins ? Améliorer les salaires, les retraites et les revenus les plus faibles ?

Vous savez bien que non !

Permettre aux profits de s'afficher cyniquement ? Permettre au patronat de jouer au jeu de vendre, d'acheter, de revendre des entreprises avec, à chaque fois, des travailleurs qui restent au bord du chemin où roulent ceux qui profitent de ces injustices ? Cela oui, sûrement ! Quel que soit l'élu !

On me dit que je ne fais pas de différence entre la droite et la gauche. Si l'on ne juge que sur les détails, il y en a peut-être une. Et encore. La principale différence est qu'ils n'ont pas les mêmes électeurs, mais la principale ressemblance est qu'ils mènent tous une politique au service des possédants.

En effet, sur tout ce qui concerne fondamentalement le monde du travail : conditions de vie, salaires, retraites, petits revenus, quelle différence y a-t-il ?

Chirac et Jospin, on les connaît !

Chirac est président depuis sept ans. Auparavant il a été Premier ministre et encore avant il a été maire de Paris. Nous avons pu largement le juger : c'est un homme du patronat. Même lorsqu'il parle de « fracture sociale » ou tient d'autres propos démagogiques, nous avons pu voir que c'étaient de simples mots pour tenter d'abuser les victimes de cette société et se faire élire.

En face, il y a Jospin, qui dirige le gouvernement depuis cinq ans. Cinq ans où la condition des travailleurs n'a fait qu'empirer. Oh, elle avait commencé à empirer avec la droite. Avec Jospin, loin de s'améliorer comme on aurait pu l'attendre d'un gouvernement de gauche si on avait eu des illusions, la situation sociale des classes laborieuses n'a fait qu'empirer encore.

Nous avons, sous ce gouvernement, connu une vague, jamais vue encore, de licenciements collectifs, appelés abusivement « plans sociaux ». Des usines entières ont fermé. Les actionnaires qui ont encaissé des profits pendant des années, voire des dizaines d'années, se sont retirés fortune faite. Ou bien ils ont placé ailleurs leurs capitaux. Mais il ne reste aux travailleurs qui les ont enrichis par leur travail, pendant des années, que leurs yeux pour pleurer, sans la perspective de pouvoir retrouver du travail. Et cela va continuer.

Quand tout allait très bien pour les entreprises, ils licenciaient pour que cela aille mieux encore et que leurs actions montent à la Bourse.

Aujourd'hui, ils nous annoncent le contraire : la Bourse baisse, des grandes sociétés voient le prix de l'ensemble de leurs actions – ce qu'ils appellent leur capitalisation boursière – s'effondrer. En France, presque toutes les grandes sociétés sont touchées.

Et à qui le futur élu, qu'il soit de droite ou de gauche, va-t-il contribuer à faire payer cette gabegie de l'économie capitaliste ?

Vous le savez comme moi, c'est au monde du travail qu'ils essaieront de la faire payer.

Alors, ce n'est pas cette élection qui va résoudre nos problèmes. Bien évidemment, je ne serai pas élue, je n'ai même aucune chance de pouvoir être présente au deuxième tour. Contrairement à ce qu'on nous dit, les puissances d'argent, les grands groupes capitalistes, ont plus de poids dans les élections que les électeurs.

Et même si j'étais élue, je ne pourrais rien sans le soutien actif du monde du travail.

C'est-à-dire qu'après les élections, de toute façon, il faudra nous unir. Il faut que les travailleurs non seulement s'unissent mais s'organisent pour peser sur le patronat, sur les hommes politiques, sur les événements et transformer leur condition sociale. Oui, il faut absolument imposer au gouvernement et au patronat des revendications vitales pour nous.

Rendre publiques les comptabilités des grandes entreprises

Il faut que les travailleurs, les consommateurs, la population, puissent connaître la situation financière exacte des entreprises, quels sont les bénéfices réels, quelle est la nature des dépenses, d'où vient l'argent et où il va. Car les licenciements ne sont jamais justifiés par la situation réelle des entreprises. Quand les bénéfices sont de 10 %, les actionnaires en veulent 20. Et le meilleur moyen qu'ils aient trouvé, au lieu d'augmenter leurs ventes en baissant leurs prix par la baisse de leurs profits, c'est au contraire de licencier des travailleurs tout en exigeant le même travail. Et de cela, toute la population s'en ressent.

C'est pourquoi il faut abolir le secret bancaire et le secret commercial.

Il faut interdire les licenciements collectifs et les délocalisations

Oui, il faut interdire tous les licenciements collectifs, tous les plans sociaux des grandes entreprises. Et cela sous peine de réquisition. On dit que c'est impossible, mais ce n'est impossible que si l'on ne veut pas toucher aux profits du grand patronat. Lorsqu'une entreprise licencie, les travailleurs sont au chômage puis, souvent, au RMI. Mais les profits continuent. Et lorsqu'une entreprise ferme, comme Moulinex et tant d'autres, les actionnaires qui ont engrangé des profits pendant des dizaines d'années gardent leur fortune. Mais les travailleurs, eux, n'ont plus rien. Souvent cela ruine une ville ou une région. C'est pourquoi il faut que les comptabilités des entreprises soient transparentes. Il faut pouvoir connaître les véritables raisons des licenciements ou des délocalisations.

Empêcher les services publics de se dégrader et cesser leur privatisation

Il faut cesser de subventionner les grandes entreprises. Des centaines de milliards de francs ont été consacrés chaque année à des subventions, soi-disant pour créer ou maintenir des emplois, mais cela n'a servi qu'à maintenir les profits.

Il faut augmenter les impôts sur les bénéfices des sociétés et sur les revenus des plus riches au lieu de les diminuer, comme on le fait depuis des années.

L'impôt doit servir à la collectivité, en améliorant en priorité les services publics : hôpitaux, Éducation nationale, logements populaires, environnement urbain, amélioration des moyens de communication et d'échange dans les campagnes. Et tout cela directement, sans enrichir les grandes entreprises au passage.

Pour augmenter les bénéfices, le patronat, et en particulier le grand patronat, a fait pression sur les salaires et le gouvernement a fait pression sur les retraites. Le retard pris par les uns et les autres est considérable. C'est pourquoi il faut contrôler les fortunes des plus riches et les comptes des grandes entreprises et que ce contrôle soit rendu public, et nous verrons qu'il est possible de rattraper le retard pris par les salaires. Contrôlons aussi ce que l'État verse aux entreprises et nous verrons qu'il est possible d'équilibrer le budget s'il économise l'argent ainsi dilapidé.

Rétablir le fonctionnement de la Sécurité sociale

Pour cela, il faut rétablir les cotisations patronales à leur niveau antérieur. Il faut supprimer la CSG sur les revenus les plus faibles mais l'augmenter sur les revenus les plus élevés, y compris sur ceux du capital et avec une plus forte progressivité.

Il faut la révocabilité des élus par ceux qui les ont élus

Il ne faut plus permettre qu'un élu ne tienne pas les promesses qu'il a faites avant d'être élu. Aujourd'hui un élu, en particulier s'il est haut placé, peut tourner le dos à ses engagements, voire puiser dans les caisses publiques ou recevoir des pots-de-vin sans que la population puisse le contrôler, voire le renvoyer. Ce n'est pas cela la démocratie.

Il faut aussi supprimer le scrutin majoritaire qui fait qu'une majorité à la Chambre peut n'avoir été élue que par une minorité d'électeurs. Voyez le scrutin présidentiel. La loi impose qu'il n'y ait que deux candidats au deuxième tour. Et celui qui sera ainsi élu, le sera mal car il aura recueilli au maximum 25 % des voix au premier tour, lorsque les électeurs ont un choix relatif, mais élargi.

De plus, des millions de travailleurs, les travailleurs étrangers, sont exclus de tout droit démocratique. Qu'ils soient ouvriers et parmi les plus exploités, tout petits commerçants ou artisans, ils paient comme les autres des cotisations sociales et des impôts. Leur refuser le droit de vote, c'est écarter une grande proportion des travailleurs de tout scrutin. Ce qui augmente relativement le nombre d'électeurs de la bourgeoisie et favorise l'élection de représentants du patronat. De plus, personne n'empêche un capitaliste étranger d'acheter des chaînes de télévision ou de grands journaux qui lui donnent bien plus de pouvoir sur les hommes politiques qu'un bulletin de vote.

Bien sûr, votre vote ne fera pas que ce programme se réalise automatiquement.

Mais en vous prononçant, par ce vote, pour ce programme, vous direz à la face du pays qu'il fait partie de vos exigences.

Plus vous serez nombreux à le faire, plus nous nous sentirons forts face au patronat et aux hommes politiques à son service. Et plus nous nous sentirons forts, plus nous serons capables de nous unir pour résister, voire pour imposer ces revendications au patronat et à l'État.

On prétend que, d'après les sondages, plus de voix vont se porter sur ma candidature que sur celle de Robert Hue, le candidat du Parti Communiste.

Mon but n'est pas de diminuer les voix du PCF, mon but est de défendre le programme que celui-ci a abandonné. Mon but est de défendre réellement le camp qui est le mien, le camp des travailleurs.

Mais si les sondages qui me donnent un score important se révélaient exacts, la question se poserait alors de recréer un Parti Communiste qui défende réellement, politiquement et matériellement, le camp des travailleurs.

Un parti qui ne trahisse pas leurs intérêts en échange de quelques strapontins ministériels. Un parti qui organise et unifie leurs luttes pour, enfin, changer le rapport de forces entre les travailleurs d'un côté, et le patronat et l'État de l'autre. Cela je ne pourrai pas le faire sans vous. Il faut d'abord vous exprimer sur cela par votre vote.

Mais en plus de voter, il faudra qu'un certain nombre d'entre nous donnent un peu de leur temps pour se rencontrer, se réunir, s'organiser. Mais c'est bien moins difficile que de subir les sacrifices que vont nous imposer, si nous nous laissons faire, le patronat et celui qui sera élu, quel qu'il soit.

En effet, si nous ne faisons pas cet effort, les attaques contre nous continueront et s'amplifieront. On nous dira que les entreprises perdent de l'argent, et que c'est à nous d'en faire les frais alors que nous n'avons pas été ceux qui profitaient des bénéfices.

C'est pour tout cela que je me présente à vos suffrages.

Alors, le 21 avril,
votez pour vous-mêmes,
votez pour le monde du travail,

votez Arlette Laguiller

La candidate

IMS - 93500 PANTIN